ASSEMBLÉE NATIONALE

10 mai 2024

PORTANT MODIFICATION DU CORPS ÉLECTORAL POUR LES ÉLECTIONS AU
CONGRÈS ET AUX ASSEMBLÉES DE PROVINCE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE - (N°
2424)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N° 215

présenté par

Mme Sebaihi, Mme Chatelain, Mme Arrighi, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Fournier,
Mme Garin, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lucas-Lundy, Mme Pasquini, M. Peytavie,
Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, M. Taché, Mme Taillé-Polian et
M. Thierry

ARTICLE 2

À la deuxième phrase de l'alinéa 1, après le mot :

« ministre »,

insérer les mots :

« , par un ou plusieurs présidents de groupe politique des deux assemblées du Parlement ou par le
président du congrès de la Nouvelle-Calédonie, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement nous proposons d'élargir la saisine des présidents des deux assemblées qui
seraient chargés de constater l'existence d'un accord des parties prenantes aux présidents de groupes
politiques et au président du congrès de la Nouvelle-Calédonie.

En l'état et après modification par le Sénat le texte propose que les deux présidents des assemblées
du Parlement constatent ledit accord, saisis par le Premier ministre. Nous estimons qu'attribuer ce
seul pouvoir au Premier ministre est injustifié et ouvre un risque d'arbitraire. L'ensemble des forces
politiques représentées au Parlement et l'assemblée délibérante de Nouvelle-Calédonie sont

légitimes pour être à l'initiative d'une telle saisine, nous proposons par le présent amendement de leur attribuer cette prérogative.